NOUVEL HAY MAGAZINE
SANS FRONTIÈRES

OTC

r)

Nagorny Karabakh : Arménie et Azerbaïdjan d'accord pour avancer vers un « traité de paix »

Les dirigeants de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan, ennemis jurés, ont fait un petit pas vers l'apaisement des tensions. Les deux pays ont convenu, lors d'une réunion à Bruxelles dimanche, de « faire avancer les discussions » sur un traité de paix concernant le Nagorny Karabakh, a annoncé le président du Conseil européen. Une guerre a éclaté dans la région en 2020.

Le Premier ministre arménien Nikol Pachinian et le président azerbaïdjanais Ilham Aliev ont eu une discussion « franche et productive » sous la médiation de l'UE à Bruxelles, a déclaré dimanche le président du Conseil européen. « Les dirigeants ont convenu de faire avancer les discussions sur le futur traité de paix régissant les relations interétatiques entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan », a développé Charles Michel dans un communiqué.

Pourparlers à venir

Les pourparlers débuteront dans « les semaines à venir », a-t-il précisé, ajoutant qu'il avait souligné auprès des deux dirigeants l'importance de prendre en compte « les droits et la sécurité de la population arménienne du Karabakh ». Il y aura également une « réunion des commissions frontalières » dans les prochains jours, qui abordera les questions de la délimitation des frontières et « la meilleure façon

d’assurer une situation stable ».

Le Nagorny Karabakh, que les deux pays se disputent depuis trente ans, a été l’enjeu en 2020 d’une guerre de six semaines qui a fait plus de 6.500 morts avant un cessez-le-feu négocié par la Russie.

Une humiliation nationale

Dans le cadre de cet accord, l’Arménie a cédé des pans entiers de territoires qu’elle contrôlait depuis une première guerre victorieuse au début des années 1990 et une force de paix russe de 2.000 hommes est déployée au Nagorny Karabakh.

L’accord de cessez-le-feu, considéré en Arménie comme une humiliation nationale, avait déclenché des semaines de manifestations antigouvernementales, conduisant Nikol Pachinian à convoquer des élections législatives anticipées qui ont été remportées en septembre par son parti Contrat Civil. Mais des manifestations rassemblant des milliers de personnes à l’appel de l’opposition se poursuivaient en mai pour exiger sa démission.

Environ 30.000 morts

Il s’agit des manifestations antigouvernementales les plus importantes depuis les élections de septembre 2021. Une autre réunion organisée par l’UE entre les deux pays est prévue pour juillet ou août, a détaillé le président du Conseil européen.

Les séparatistes arméniens du Nagorny Karabakh ont fait scission de l’Azerbaïdjan lors de l’effondrement de l’Union soviétique en 1991. Le conflit qui en a résulté a fait environ 30.000 morts.

2.Nouvelles d’Arménie Magazine

24 mai 2022

Le président du Conseil européen Charles Michel fait état de « progrès » à (…) – Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

Le président du Conseil européen Charles Michel fait état de « progrès » à l'issue de sa rencontre à Bruxelles avec Pachinian et Aliev

Réunir une deuxième fois à Bruxelles le lundi 23 mai, un peu plus d'un mois seulement après un premier sommet, le 6 avril, le président azéri Ilham Aliev et le premier ministre arménien Nikol Pachinian, cela représentait en soi un succès pour une diplomatie européenne soucieuse, avec les encouragements de Washington, de tenir la Russie à distance d'un processus de paix qu'elle se fait toujours fort de parrainer au Sud Caucase. Et le président du Conseil européen Charles Michel, n'a pas manqué de saluer les progrès accomplis par les deux dirigeants des pays ennemis du Sud Caucase sur la voie de la paix, à l'issue de la nouvelle rencontre qu'il avait parrainée lundi à Bruxelles. Cette deuxième rencontre trilatérale en moins de deux mois a été marquée par l'évocation de la question du Haut Karabagh, qui avait été occultée lors de la précédente rencontre, provoquant un mouvement de protestation en Arménie, où l'opposition n'a pas pardonné à Pachinian ses déclarations de retour de Bruxelles selon lesquelles l'Arménie, soumise aux trop fortes pressions de la communauté

internationale, devait « rabaisser la barre sur la question du statut du Karabagh » et reconnaître l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan. "Les deux leaders ont accepté d'avancer dans les discussions sur le futur traité de paix censé présider aux relations interétatiques entre l'Arménie et l' Azerbaïdjan", a déclaré Ch.Michel en s'exprimant devant les journalistes. "Des équipes conduites par les ministères des affaires étrangères [arménien et azerbaïdjanais] prendra en charge ce processus dans les semaines à venir", a ajouté le président du Conseil européen. "Outre ce programme, j'ai aussi souligné devant les deux leaders la nécessité de discuter des droits et de la sécurité de la population arménienne du Karabagh", a précisé Ch. Michel, qui avait observé un silence remarqué sur la question du Karabagh, pas même mentionné en public, lors de la précédente rencontre. Hormis cette évocation de la question du Karabagh, qui semble s'appuyer sur les contre-propositions en six points qu'a présentées l'Arménie en réponse aux propositions en cinq points qu'avait présentées Bakou, Michel n'a pas fourni de détails sur le déroulement du processus engagé. Il n'a ainsi pas précisé si Aliev et Pachinian avaient convenu d'un agenda des négociations annoncées sur un traité de paix global arméno-azéri. Le cabinet de Pachinian n'a de son côté fait état d'aucun accord en ce sens dans son communiqué relatif au dernier sommet de Bruxelles. En mars, Bakou avait présenté à Erevan un plan en cinq points censé servir de base à un futur traité de paix durable entre les deux Etats. Parmi ces cinq points, celui relatif à la reconnaissance mutuelle de l'intégrité territoriale est le plus sensible, car en découle l'avenir du Haut-Karabagh. Pourtant, les autorités arméniennes ont jugé que rien dans le plan présenté par Bakou, ne semblait « inacceptable » à leurs yeux. Le gouvernement arménien avait toutefois précisé qu'il devait être complété par d'autres questions relatives au statut futur du Karabagh et à la sécurité de sa population très majoritairement arménienne. Le ministre arménien des affaires étrangères Ararat Mirzoyan avait indiqué mercredi que Bakou n'avait pas encore accepté d'en discuter. Le gouvernement arménien avait annoncé ses contrepropositions sur fond d'une campagne de « désobéissance civile » lancée par l'opposition le 1er mai. Depuis des manifestations quasi quotidiennes réclament la démission de Pachinian, interpellé une fois encore par des groupes d'opposants dimanche alors qu'il présidait un forum pour la démocratie à Erevan. Les leaders de l'opposition affirment qu'il aurait accepté de laisser l'Azerbaïdjan reprendre le contrôle du Karabagh, et en veulent pour preuve ses déclarations au lendemain de sa rencontre du 6 avril à Bruxelles avec Aliev. A l'issue du sommet de lundi, Michel a

annoncé qu'une commission nouvellement formée arméno-azérie sur la démarcation de la frontière commune tiendra sa première réunion "dans les jours à venir". Il a aussi indiqué qu'Aliev et Pachinian avaient fait des progrès significatifs sur la voie de la réouverture de la frontière au commerce régional. "Ils ont convenu notamment des principes sur l'administration de la frontière, sa sécurité, et aussi les droits de douane dans le contexte du transport international", a indiqué le président du Conseil européen sans fournir plus de détails. "Les vice-premiers ministres [d'Arménie et d'Azerbaïdjan] prendront aussi en charge ce travail dans les jours à venir", a ajouté Michel. Le cabinet de Pachinian a indiqué à ce propos que les deux leaders étaient tombés d'accord sur le "programme de travail à venir concernant l'ouverture des axes régionaux de communications", sans fournir non plus de précisions. On n'a pas su non plus si les deux parties avaient aplani leurs divergences concernant le statut de l'axe transitant par l'Arménie pour relier l'Azerbaïdjan à son enclave du Nakhitchevan. Aliev n'a cessé d'en revendiquer la souveraineté, en affirmant que les biens et les personnes empruntant cet axe devraient être exemptés de contrôle douanier arménien. Les autorités arméniennes ont jusqu'à présent adressé une fin de non recevoir à de telles exigences et refusent catégoriquement l'idée de quelque corridor extraterritorial. La réouverture des axes de transport arméno-azéris est prévue dans l'accord de cessez-le-feu que la Russie avait arraché aux belligérants le 9 novembre 2020 pour mettre fin à six semaines de guerre au Karabagh. Peu après cet accord, la Russie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan ont mis sur pied une commission trilatérale chargée d'étudier les modalités pratiques de ces engagements communs. La commission ne s'est pas rencontrée depuis décembre et la guerre en Ukraine, qui mobilise toutes les énergies en Russie et isole le pays sur la scène internationale, a changé la donne. Moscou a néanmoins tenté de relancer son arbitrage en avril après avoir accusé l'Occident de chercher à s'approprier ou à saper ses efforts pour amener l'Arménie et l'Azerbaïdjan à conclure la paix. Si l'Azerbaïdjan, avec le soutien de son allié russe, s'est empressé de répondre aux attentes des Occidentaux, l'Arménie, tenue par des liens de partenariat stratégique et économique très étroits avec la Russie, se trouve dans une situation nettement plus embarrassante et doit s'en remettre à l'arbitrage russe, tout en négociant sous l'égide de l'UE. Ainsi, le 23 mai, le ministre Mirzoyan s'empressait d'informer son homologue russe Sergueï Lavrov des progrès accomplis dans le processus de négociations avec Bakou.

3.Le Courrier d’Arménie

23 mai 2022

Le lac d'Erevan est enfin débarrassé de déchets vieux de 50 ans : le maire de la ville supervise les progrès accomplis

Cela fait plus d'un mois que le programme de nettoyage du lac Erevan a été lancé, conformément au programme annuel de la mairie d'Erevan. Le maire d'Erevan, Hrachya Sargsyan, surveille l'avancement des travaux sur place. Ceci a été rapporté à l’agence Armenpress par le département de l'information de la municipalité de Erevan.

L'initiative est sans précédent, et les volumes sont importants. La zone de loisirs est en train d'être débarrassée d'une cinquantaine d'années de détritus. *« Nous avons déjà nettoyé une zone de 25 000 mètres carrés, avec environ 12 000 mètres cubes de déchets enlevés, 40 véhicules par jour »*, a déclaré Andranik Melikyan, coordinateur du nettoyage du lac.

L'allocation budgétaire pour le projet et le montant alloué par la communauté est d'environ 80 millions de drams.

« Comme Erevan reçoit des paiements environnementaux de la part de la communauté, nous avons soumis le projet au gouvernement et reçu l'autorisation de commencer les travaux de nettoyage. Le volume est, bien sûr, assez important, c'est la première fois que nous faisons ce genre de travail. Le programme sera continu, nous avons déjà annoncé un nouvel appel d'offres pour poursuivre les travaux de nettoyage à l'automne également », a déclaré le maire.

La principale cause de pollution est due aux déchets domestiques, tels que les débris de construction, qui s'accumulent autour du lac en raison du comportement peu scrupuleux des résidents. Les roselières du lac ne sont pas moins dangereuses pour l'environnement. Ils couvrent 16 hectares et provoquent

des pertes d'eau imprévues. Les mesures visant à les réduire ont commencé dès l'année dernière.

« L'un de nos scientifiques a présenté les dommages que ces proliférations causent à notre agriculture et à nos ressources en eau en général. À propos, un seul buisson fait s'évaporer un total d'environ 300 litres d'eau. À l'aide d'un drone, nous avons réussi à couvrir la surface de l'eau avec une solution spéciale. Cette partie du lac aurait dû être couverte de roseaux, comme vous pouvez le voir, elle est déjà propre », a déclaré Hrachya Sargsyan.

Selon le programme, une clôture sera installée sur la rivière Hrazdan et les déchets y seront également enlevés. *« Ce programme permettra de relever considérablement le niveau de l'eau, ce qui augmentera la quantité d'eau envoyée dans la vallée de l'Ararat et permettra de l'utiliser efficacement »*, a ajouté le maire.

Outre le nettoyage du lac, la municipalité a également lancé un programme de construction d'une zone de loisirs dans le quartier, pour lequel il faudra dépenser quelque 190 millions de drams. Une partie de la zone riveraine du lac, d'une superficie de 2,8 hectares, sera aménagée en paysage, un réseau d'irrigation de 1 100 mètres sera installé, des bancs et des poubelles seront installés, une piste cyclable de 500 mètres sera construite et une allée éclairée fera son apparition.

« C'est l'un des meilleurs endroits d'Erevan, que nous sommes malheureusement en train de polluer. Maintenant, nous dépensons de l'argent provenant des budgets de l'État et de la municipalité pour le restaurer. Je serai heureux si nos citoyens gardent Erevan et notre pays propres, contribuant ainsi à son développement », a souligné Hrachya Sargsyan.

Le réservoir d'Erevan sur la rivière Hrazdan, près de l'ancien village de Nor Kohb, a été construit en 1970. Il permet non seulement de résoudre le problème de l'accumulation d'eau d'irrigation, mais aussi, compte tenu des conditions climatiques d'Erevan, d'atténuer la chaleur de la ville en été et le froid en hiver. Une fois cet important projet achevé, le lac Erevan deviendra l'une des zones de loisirs préférées des résidents et des visiteurs de la capitale.

Source : armenpress.am

4.Nouvelles d'Arménie Magazine

18 mai 2022

Erdogan annonce le début d'une opération militaire de grande envergure en (…) – Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

Erdogan annonce le début d'une opération militaire de grande envergure en Syrie

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a officiellement annoncé qu'Ankara lancerait une opération militaire en Syrie le 26 mai, afin de prendre le contrôle d'une zone de 30 kilomètres le long de la frontière syro-turque. C'est probablement précisément de ce fait que l'espace aérien turc est fermé aux avions militaires et civils russes.
Selon Recep Erdogan, les forces armées turques vont lancer une opération militaire contre les Forces démocratiques syriennes (une formation militaire kurde) pour étendre la zone de sécurité de 30 kilomètres en Syrie. En fait, la Turquie a l'intention de prendre le contrôle d'une région importante, et elle décourage fortement les alliés des syriens d'interférer dans la situation.

Les experts notent que si la zone s'étend à 30 kilomètres, cela crée une menace pour Alep , un certain nombre d'installations militaires dans le nord de la Syrie et même pour le port de Lattaquié, car dans ce cas, les troupes turques ne seraient plus qu'à 7 kilomètres du plus grand port de Syrie et seraient donc en mesure de contrôler entièrement l'entrée de tous les navires.

5.Nouvelles d'Arménie Magazine

18 mai 2022

Quelque 600 migrants venus de Turquie empêchés d'entrer en Grèce – Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

Quelque 600 migrants venus de Turquie empêchés d'entrer en Grèce

Quelque 600 migrants ont été empêchés lundi de traverser la mer Egée et d'entrer en Grèce depuis la Turquie voisine, lors de la plus importante tentative d'entrée dans le pays cette année, a-t-on appris auprès des garde-côtes grecs.

Cinq voiliers et quatre canots pneumatiques ont quitté les côtes turques lundi matin et se trouvaient dans les eaux turques, près des îles grecques de Chios et de Samos, quand les garde-côtes grecs sont intervenus, a rapporté à l'AFP un de leur porte-parole.

« Des patrouilleurs grecs ont pu rapidement localiser les vaisseaux et informer les garde-côtes turcs », a-t-il déclaré, soulignant que tous les bateaux ont soit fait demi-tour soit été interceptés par les garde-côtes turcs.

Toutes les embarcations se trouvaient alors « à l'intérieur des eaux territoriales turques », a-t-il ajouté.

Selon une source du ministère grec des Migrations, « une hausse de 30% du flux migratoire vers les îles grecques » a été enregistrée durant les quatre premiers mois de l'année, par rapport à la même période de l'année dernière.

Plus de 3.000 demandeurs d'asile sont arrivés en Grèce cette année dont 1.100 en avril, selon les données de ce ministère.

Le nombre de demandeurs d'asile vivant dans les camps des îles égéennes de Lesbos, Samos, Chios, Kos et Leros, a atteint plus de 2.300 en avril.

Ces cinq îles sont proches des côtes turques et constituent régulièrement une porte d'entrée des migrants et réfugiés en Europe.

Pays-membre de l'Union européenne (UE), la Grèce accuse régulièrement la Turquie (qui n'y appartient pas) de ne pas prendre assez de mesures contre les passeurs envoyant des migrants dans des embarcations de fortune depuis la Turquie, en violation d'un accord de 2016 entre Ankara et l'UE.

Le gouvernement conservateur grec a renforcé ces trois dernières années les contrôles à ses frontières maritimes et terrestre avec la Turquie, avec l'aide de l'Agence de surveillance des frontières extérieures de l'UE, Frontex, parvenant à limiter le nombre d'arrivées de migrants en Grèce.

Mais de nombreux médias et ONG de défense des droits de l'homme ont à

plusieurs reprises accusé les autorités grecques de refoulements illégaux de migrants vers les eaux ou le territoire turcs.
A la suite de ces accusations, l'UE et le Haut commissariat aux réfugiés (HCR) de l'ONU ont demandé une enquête à Athènes.
Athènes a toujours démenti avoir mené de tels refoulements illégaux tandis que l'Autorité nationale de transparence a annoncé en mars n'avoir trouvé aucune preuve de telles pratiques.
Frontex a également été accusée par des ONG de refoulements illégaux aux frontières européennes.
Son patron français Fabrice Leggeri a présenté sa démission en avril, faisant suite à l'enquête menée par l'Olaf, l'Office européen de lutte antifraude, contre le directeur exécutif et deux autres membres de Frontex.

Athènes AFP

6.Nouvelles d'Arménie Magazine

23 mai 2022

Un drone plus puissant vient d'être testé

C'est le très nationaliste Daily Sabah qui le raconte dans un article paru le 22 mai. Selon le journal, "le drone le plus avancé et le plus sophistiqué de Turquie a effectué un vol sans précédent qui l'a vu partir de Çorlu, du nord-ouest de la Turquie et atterrir en Azerbaïdjan. Le véhicule aérien de combat sans pilote (UCAV) Akıncı sera exposé au Teknofest en Azerbaïdjan qui se tiendra du 26 au 29 mai.
Couvrant une distance d'environ 2 000 kilomètres, les UCAV ont ainsi effectué un vol de cinq heures en traversant trois pays, une première dans l'histoire de l'aviation turque.
Marquant le Drone qualifié de plus avancé et le plus sophistiqué construit par le pays, Akıncı a été livré pour la première fois aux forces de sécurité turques à la

fin du mois d'août de l'année dernière. L'UCAV a rejoint le Bayraktar TB2 de la société, qui a été largement utilisé et vendu à divers pays, dont l'Ukraine, le Qatar, l'Azerbaïdjan et la Pologne.

Outre Baykar, magnat des drones et développeur d'Akıncı, de nombreux autres pionniers, dont Aselsan, Havelsan, Roketsan, STM, Turkish Aerospace Industries (TAI) et sa filiale de fabrication de moteurs, TUSAŞ Engine Industries (TEI), présenteront leurs véhicules et équipements pendant le festival.

L'Akıncı est plus long et plus large que le Bayraktar TB2 et peut effectuer des tâches stratégiques. Il a une envergure de 20 mètres (65 pieds) avec sa structure unique à ailes torsadées et est équipé d'un contrôle de vol entièrement automatique et d'un système de pilotage automatique à triple redondance.

Il peut transporter divers armements, notamment une gamme de missiles tels que les micro-munitions intelligentes (MAM-L), il peut être équipé d'un radar à balayage électronique actif (AESA). Il est également capable de lancer plusieurs autres types de munitions fabriquées localement, comme le Stand-Off Missile (SOM) un missile de croisière air-surface à longue portée qui peut atteindre des cibles situées à 240 kilomètres.

Selon Baykar, l'Akıncı peut attaquer des cibles à la fois dans les airs et au sol. Il peut également opérer aux côtés des avions de chasse et voler plus haut et rester en l'air plus longtemps que les drones existants de la Turquie.

Akıncı, à la fin du mois dernier, a effectué le premier tir réel sur une cible maritime lors d'un test qui l'a vu atteindre un objectif en utilisant un kit de guidage TEBER MK-82. Il aurait atteint la cible après qu'un Bayraktar TB2 ait effectué la désignation laser de la cible. Akıncı aurait largué une bombe MK-82 depuis une altitude de 20 000 pieds sur une cible flottante.

Le Bayraktar TB2 a été utilisé dans les conflits en Syrie, en Libye et au Karabakh. Il a été vendu à près de 20 pays jusqu'à présent, et de nombreuses autres pays sont intéressés.

7.Nouvelles d'Arménie Magazine

18 mai 2022

La magnifique cérémonie d’ouverture du championnat d’Europe de boxe à Erévan, capitale de l’Arménie. En photos

La magnifique cérémonie d’ouverture du championnat d’Europe de boxe à Erévan, (…) – Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

La cérémonie magnifique d’ouverture du championnat d’Europe de boxe a eu lieu dimanche 22 mai au complexe sportif et de concert Karen Demirchyan à Erevan. Une cérémonie qui fait honneur à l’Arménie qui sait organiser ce genre de manifestations internationales.
Environ 250 boxeurs de 39 pays participent à ces championnats d’Europe qui se tiendra jusqu’au 31 mai à Erevan. Lors de la cérémonie d’ouverture, tous les pays ont été présentés et en premier l’Arménie avec le porte-drapeau arménien qui était le boxeur Narek Manasyan.

La cérémonie officielle a été suivie par la partie artistique, avec des lumières et images empruntées de nouvelles technologies. Pendant le spectacle, l’histoire et la culture de l’Arménie ont été présentées dans un style unique. Pour la première fois en Arménie, des sphères cinétiques ont également été utilisées. A noter les

très belles prestations de danses traditionnelles arméniennes avec des costumes inspirés des tableaux du peintre arménien Martiros Sarian.

Krikor Amirzayan

8.Nouvelles d'Arménie Magazine

24 mai 2022

Le Fondateur de la République d'Azerbaïdjan en 1918 a collaboré avec l'Allemagne nazie, par Harut Sassounian

Le président Ilham Aliyev et les médias azéris dénigrent fréquemment le héros national arménien Karekin Njteh pour avoir collaboré avec l'Allemagne nazie pendant la Seconde Guerre mondiale.

Cependant, les Azéris ne mentionnent jamais l'affiliation de Mammad Rasulzade, le père fondateur de la République indépendante d'Azerbaïdjan en 1918, à la Légion azerbaïdjanaise qui a combattu pour l'Allemagne nazie. Le président Aliyev n'a fait aucune référence à Rasulzade dans son discours de 2017, tout en nommant les personnages clés de la première République d'Azerbaïdjan.

En 2020, lorsque le président Aliyev a accusé Njteh d'être un nazi, le Premier ministre arménien Nikol Pashinyan a répliqué en disant que Rasulzade « a travaillé en étroite collaboration avec l'Allemagne nazie et le parti nazi. » Pashinyan a critiqué le président Aliyev pour avoir glorifié Rasulzade. Le vice-président du Parlement azerbaïdjanais, Fezail Ibrahimli, a répliqué lors de la réunion plénière du Parlement en mai 2020, en déclarant que l'accusation de Pashinyan était « un délire ».

Alors que le président Aliyev ne cesse de faire des commentaires critiques sur la

statue de Karekin Njteh à Erevan, il évite de reconnaître qu'en Azerbaïdjan, il y a plusieurs rues et avenues de Rasulzade, ses statues sont présentes dans tout le pays et son image figure sur des timbres postaux et des billets de banque. Une municipalité de Bakou porte également le nom de Rasulzade. Il y a même le « Rasulzade Anatolian high school » à Ankara, en Turquie.

La plupart des gens n'auraient pas été au courant des liens cachés entre Rasulzade et l'Allemagne nazie si un documentaire sur sa vie n'avait pas été mystérieusement annulé à la dernière minute. Il devait être diffusé sur la télévision d'État azerbaïdjanaise le 31 janvier 2022, date du 138e anniversaire de sa naissance. Cependant, un jour seulement avant la date de diffusion, le documentaire a été annulé sans aucune explication. En conséquence, Fakhraddin Hasanzade, un producteur du programme de la télévision azérie, a annoncé sa démission.

S'il avait été diffusé, le documentaire biographique de Rasulzade aurait pu relancer les discussions sur son soutien à la légion azerbaïdjanaise d'Hitler, qui comptait 70 000 soldats pendant la Seconde Guerre mondiale. La Légion arménienne comptait 11 600 à 33 000 soldats, tandis que la Légion géorgienne en comptait 30 000, selon Wikipedia. Les soldats de ces trois légions étaient des prisonniers de guerre capturés par les Allemands. Ils espéraient tous qu'une victoire de l'Allemagne libérerait leur pays de l'occupation soviétique.

David Davidian, maître de conférences à l'Université américaine d'Arménie, a écrit dans World Geostrategic Insights : « Rasulzade a établi des relations avec les nazis dans les années 1930 alors qu'il résidait en Roumanie. Au début de la Seconde Guerre mondiale, les représentants allemands ont informé les autorités roumaines que Rasulzade était leur allié politique et ont demandé que des documents soient délivrés à Rasulzade pour faciliter son passage diplomatique à Berlin. L'objectif de Rasulzade était d'aider l'Allemagne nazie à conquérir le Caucase ou de faire en sorte que la Turquie, alliée de l'Allemagne, le fasse, ouvrant ainsi la voie à un Azerbaïdjan indépendant et détruisant probablement ce qui restait de l'Arménie. »

Davidian ajoute : « En mai 1942, Rasulzade a participé à des réunions entre les nazis et les représentants des émigrés musulmans caucasiens et a activement recruté des légionnaires pour la Wehrmacht allemande [forces armées de l'Allemagne nazie] parmi les prisonniers de guerre azerbaïdjanais..... Il est

intéressant de noter que Rasulzade est resté en Allemagne jusqu'en 1947. Il a ensuite résidé en Turquie jusqu'à sa mort en 1955 ».

Le petit-fils de Rasulzade, Rais Rasulzade, a écrit dans le numéro d'automne 1999 du magazine Azerbaijan International : « Il n'a pas fallu longtemps pour qu'Hitler commence à chercher quelqu'un pour le représenter dans la région transcaucasienne. Il ne trouvait personne de convenable parmi les Arméniens ou les Géorgiens, mais avait entendu dire que Rasulzade était très instruit et cultivé. » Selon son petit-fils, lorsque Hitler a rencontré Rasulzade à Berlin, il lui a demandé de prononcer un discours devant les soldats azéris de l'armée allemande nazie.

Dans un document (WO 208/4367) situé dans les archives du War Office du Royaume-Uni, Hitler aurait déclaré le 12 décembre 1942 : « Les Géorgiens ne sont pas un peuple turc, plutôt une tribu caucasienne typique, probablement même avec un peu de sang nordique en eux. Malgré toutes les explications – que ce soit celles d'[Alfred] Rosenberg [idéologue du nazisme] ou celles des militaires – je ne fais pas non plus confiance aux Arméniens. Je considère que les unités arméniennes sont tout aussi peu fiables et dangereuses. Les seuls que je considère comme fiables sont les musulmans purs, c'est-à-dire les véritables nations turques. »

Dans son article, Davidian rapporte que le bataillon de campagne azerbaïdjanais I./111 « a participé à la répression de l'insurrection de Varsovie d'août 1944 qui a tué environ 40 000 civils [polonais]. »

En conclusion, M. Davidian a rappelé aux Azéris le proverbe suivant : « Ceux qui vivent dans des maisons de verre ne devraient pas jeter de pierres aux autres. » J'aimerais ajouter l'admonition biblique : « Espèce d'hypocrite ! Enlève d'abord la poutre de ton propre œil, et alors tu pourras voir clairement pour enlever la paille de l'œil de ton frère. »

par Harut Sassounian
Editeur, Le Courrier de Californie
www.TheCaliforniaCourier..com

9.Nouvelles d'Arménie Magazine

24 mai 2022

L’ambassade de France en Arménie

Revue de la presse arménienne du 18 au 20 mai 2022
Incidents sécuritaires/ Le 18 mai le ministère de la Défense de la RA a réfuté les informations diffusées par le ministère azerbaïdjanais de la Défense selon lesquelles les unités des forces armées de la RA avaient tiré le 17 mai sur les positions militaires azerbaïdjanaises situées dans la partie orientale de la frontière arméno-azerbaïdjanaise.
Le 20 mai le ministère arménien a encore une fois réfuté la déclaration faite par le ministère azerbaïdjanais de la Défense selon laquelle des unités des forces armées de la RA avaient tiré sur des positions azerbaïdjanaises situées dans la direction orientale de la frontière arméno-azerbaïdjanaise.

Manifestations en Arménie/ Des actions dites de désobéissance civile exigeant la démission du Premier ministre Nikol Pachinian continuent en Arménie. Des groupes de manifestants continuent d’essayer de bloquer la circulation dès 8 heures du matin. Les soirs les manifestants se rassemblent sur la place de France à 19h malgré l’absence d’autorisation des pouvoirs publics. Le 18 mai la mairie d’Erevan a déclaré que le fonctionnement du métro d’Erevan avait été également paralysé pendant un certain temps à la suite de manifestations. Selon les données de l’Union des Citoyens Informés, le 19 mai le nombre des manifestants était 2800. Lors d’une séance de la commission parlementaire des affaires de défense et de sécurité, le chef adjoint de la police arménienne, le colonel Ara Fidanyan a démenti les accusations selon lesquelles la police usait de la force contre les manifestants antigouvernementaux à Erevan. Afin d’attirer l’attention de la communauté internationale, une centaine de manifestants étaient rassemblés le 20 mai devant l’hôtel Mariott où se tenait le Forum arménien pour la Démocratie en présence de nombreux représentants du corps diplomatique (Etats-Unis, UE, etc). Le député dachnak et vice-président de l’AN de la RA Iskhan Saghatelian a déclaré : « Notre objectif est que l’ensemble de la communauté internationale sache que cette personne essaie d’instaurer une dictature en Arménie, qu’il n’a pas mandat pour parler au nom du peuple ».

Réunion Arménie-Azerbaïdjan sur la délimitation des frontières/ Le 18 mai le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev a déclaré que l'Arménie avait refusé à deux reprises de tenir des réunions sur la délimitation des frontières. Le Président Aliyev a déclaré notamment : « L'Azerbaïdjan a mis en place son groupe de travail à temps et est prêt à envoyer une délégation. Cela a été convenu avec la partie arménienne. Et c'est le ministère arménien des Affaires étrangères qui a proposé de tenir la première réunion sur la question des frontières. L'Azerbaïdjan a accepté l'offre et nous étions prêts à envoyer une délégation. Cependant, le dernier jour, le 29 avril, l'Arménie a annulé la réunion convenue. C'est très décevant. Encore plus décevant a été le refus de l'Arménie de tenir une réunion différente sur la question des frontières du 7 au 11 mai, sur la base de la proposition initiale de l'Arménie. Nous attendons donc de nouvelles dates d'Arménie pour commencer les travaux. Car une position aussi irresponsable, bien sûr, est inquiétante… ».

En répondant aux questions des journalistes le ministre arménien des Affaires étrangères arménien a quant à lui déclaré : « Nous avons publié notre vision du processus de paix. Et au début, nous avons dit que dans les points suggérés par l'Azerbaïdjan, il n'y a rien d'inacceptable pour la partie arménienne, mais ces points n'abordent pas tout l'ordre du jour…Et ici, pour nous, il est crucial de discuter des droits et de la question de la sécurité au Haut-Karabakh ainsi que du statut du Haut-Karabakh. Nous pensons également qu'il est important de poursuivre ces négociations sur le traité de paix dans le cadre et selon le mandat de la coprésidence du groupe de Minsk de l'OSCE. Jusqu'à présent, nous n'avons pas entendu de réaction positive de l'Azerbaïdjan sur ces points. Mais vous savez que des efforts sont faits pour que ces négociations soient possibles. Je ne peux donc que souligner notre disponibilité et notre engagement à instaurer la paix et la stabilité dans notre région. Mais pour cela, nous avons besoin d'être deux ».

Concernant le processus de la première rencontre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan sur la démarcation, le ministre arménien a indiqué : « La réunion n'a pas eu lieu mais je peux vous assurer que nous poursuivrons nos discussions sur l'organisation de cette réunion. Il y a quelques détails techniques à convenir entre les parties. Et avec un peu de chance, dans les jours et les semaines à venir, nous aurons enfin cette réunion ».

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères de la RA a déclaré à son tour que la partie arménienne restait attachée à la mise en œuvre des accords. Il a déclaré notamment : « La partie arménienne n'a annulé ou rejeté aucune réunion. Dans le cadre des accords conclus entre les dirigeants des deux pays à Sotchi et à

Bruxelles, la partie arménienne reste prête à lancer les travaux des commissions ».

Entretiens diplomatiques/ Le secrétaire du Conseil de sécurité d'Arménie Armen Grigorian a démenti un rapport affirmant que lors de la dernière visite à Moscou, le Premier ministre arménien Nikol Pachinian avait demandé à ses collègues dirigeants de l'OTSC de fournir un soutien concernant les manifestations antigouvernementales en cours à Erevan.
Le 18 mai, le ministre arménien des Affaires étrangères Ararat Mirzoïan, qui était à Bruxelles pour une visite de travail, a eu un entretien avec la vice-présidente du Parlement européen Eva Kopacz. Le ministre arménien des Affaires étrangères a également rencontré Andrei Kovachev, Fabio Massimo Castaldo et d'autres députés.
Le 19 mai le Premier ministre Nikol Pachinian a reçu les représentants du groupe d'amitié Italie-Arménie : les membres de la Chambre des députés Giulio Centemero, Andrea Casu, Alvise Maniero, et le membre du Sénat, Alberto Airola.
Le 20 mai le Premier ministre arménien a reçu le Président de la Lituanie Gitanas Nausėda, qui était en visite officielle en Arménie.
L'agence de presse Armenpress a annoncé que le Premier ministre arménien se rendrait à Bruxelles le 22 mai et qu'une réunion trilatérale entre le Premier ministre de la RA, le Président du Conseil européen et le Président de l'Azerbaïdjan était prévue à Bruxelles.

Session du Conseil de partenariat Arménie-UE/ Le 18 mai, le Conseil de partenariat Arménie-UE s'est réuni pour la quatrième fois à Bruxelles – pour la première fois depuis l'entrée en vigueur de l'accord de partenariat global et renforcé (CEPA) le 1er mars 2021.
Le Conseil de partenariat a fait le point sur la mise en œuvre de l'accord de partenariat global et renforcé, qui couvre un large éventail de secteurs de coopération dans les domaines politique, économique et commercial, et s'est félicité des progrès accomplis. En amont du Conseil de partenariat, l'UE a publié le rapport sur la mise en œuvre du partenariat présentant l'évolution de la situation en Arménie et des relations entre l'UE et l'Arménie depuis la tenue de la réunion précédente du Conseil de partenariat, en décembre 2020. Le rapport souligne les progrès accomplis par l'Arménie dans la mise en œuvre de l'accord de partenariat global et renforcé et le rôle essentiel de l'UE dans le soutien apporté.

Avant la session du Conseil de partenariat Arménie-UE le ministre Mirzoïan a fait des remarques et a répondu aux questions des journalistes.

Commentaires du haut représentant de l'UE pour la politique étrangère et de sécurité sur un accord éventuel entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan/ Le haut représentant de l'UE pour la politique étrangère et de sécurité Josep Borrell a déclaré que l'Union européenne fournira soutiendrait la mise en œuvre d'un éventuel accord entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Il a déclaré notamment : « Nous apprécierions beaucoup si cet accord pouvait être conclu. Et nous nous sommes engagés avec les deux parties pour qu'elles recherchent vraiment cet accord avec la meilleure volonté. Nous en sommes encore loin. Mais si cela se produit, l'Union européenne fournira toute l'aide possible pour soutenir la mise en œuvre de l'accord ».

Ukrainiens en Arménie/ Lors d'une conférence de presse le chef du département de développement de la stratégie au bureau du Haut-commissaire aux affaires de la diaspora d'Arménie Hovhannes Aleksani a déclaré qu'en raison de l'actuel conflit russo-ukrainien selon les données du premier trimestre, il y avait été environ 6 000 passages frontaliers vers l'Arménie avec des documents ukrainiens et que la plupart d'entre eux étaient des Arméniens. Nelly Davtyan, directrice des relations publiques au Service des migrations d'Arménie a déclaré quant à elle qu'actuellement 200 citoyens ukrainiens avaient déjà demandé l'asile en Arménie et que plus de la moitié des demandeurs d'asile étaient des Arméniens de souche.

Commentaires du Secrétaire du Conseil arménien sur l'agenda de paix Arménie-Azerbaïdjan/ Répondant aux questions des journalistes, le Secrétaire du Conseil de sécurité d'Arménie Armen Grigorian a déclaré que la partie arménienne avait des justifications légales sur les enclaves arméniennes existantes en Azerbaïdjan, alors que l'Azerbaïdjan n'avait encore produit aucune justification. En ce qui concerne l'agenda de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan Grigorian a déclaré : « Notre approche, bien sûr, consiste à combiner les paquets proposés par l'Arménie et l'Azerbaïdjan, puis à entamer des négociations autour d'un agenda de paix. Bien sûr, nous avons soulevé cette question à Bruxelles. Ce que nous avons vu, c'est que l'Azerbaïdjan a le sentiment que nous devons aller de l'avant. Mais récemment, il y a aussi eu des déclarations publiques à ce sujet ». Il a ajouté que la sécurité et la protection des droits du peuple du Haut-Karabakh étaient une priorité pour l'Arménie.

Session ordinaire du Conseil de gestion du Corridor routier Nord-Sud/ Lors de la session ordinaire du Conseil de gestion du Corridor routier Nord-Sud présidé par le vice-Premier ministre Hambardzum Matevossian, le dossier d'appel d'offres pour la construction du tronçon routier M1 Erevan-Gyumri-Bavra du projet Nord-Sud a été approuvé.

Le Forum arménien pour la démocratie / Le Forum arménien pour la démocratie (« Armenian Forum For Democracy ») s'est tenu le 20 mai. Dans son discours Le Premier ministre a indiqué que la République d'Arménie était le bon endroit pour tenir un forum avec ce titre, et que c'était même le bon moment. Il a déclaré notamment : « Je pense qu'aujourd'hui le citoyen est le principal garant de la démocratie de la République d'Arménie. Et cela est dû au fait que le citoyen de la République d'Arménie sait qu'il est un décideur, il est le sujet principal et central de la prise de décision, comme le prévoit la Constitution de la République d'Arménie ». Assistaient également à l'événement le président de l'AN arménien Alen Simonian, le président de la Cour constitutionnelle Arman Dilanian, les vice-présidents de l'Assemblée nationale Hakob Archakian, Ruben Rubinian, des députés, des membres du gouvernement, la chef de la délégation de l'UE en Arménie. , Ambassadrice Andrea Wiktorin, Ambassadrice des États-Unis en Arménie Lynne Tracy, Directrice des programmes Europe et Eurasie à Freedom House Marc Behrendt, des représentants de la société civile et des experts.

132^{e} Session ministérielle du Conseil de l'Europe/ Le 20 mai, le ministre des Affaires étrangères de la RA Ararat Mirzoïan a participé à la 132^{e} Session ministérielle du Conseil de l'Europe à Turin, en Italie. Concernant la guerre des 44 jours du Haut-Karabakh le ministre arménien a notamment déclaré : « Aujourd'hui, nous assistons à la disparition imminente de l'architecture de sécurité en Europe qui n'a certainement pas commencé au cours des deux derniers mois ». Il a indiqué que l'Arménie luttait pour faire comprendre à l'Azerbaïdjan que le Haut-Karabakh n'était pas seulement un morceau de territoire, mais que c'était un peuple, dont la dignité devait être respectée.
Dans le cadre de sa visite en Italie, le Premier ministre Mirzoïan a eu des entretiens avec son homologue tchèque Jan Lipavsky, son homologue norvégien Anniken Huitfeldt et son homologue espagnol José Manuel Albares.

Changement du système du « gouvernement du Haut-Karabakh »/ « La République du Haut-Karabakh » envisage de passer à un système de

gouvernement semi-présidentiel. La Commission des réformes constitutionnelles sous « la présidence du Haut-Karabakh » a publié le projet de concept des réformes qui dit : « Tenant compte de l'impératif d'assurer la sécurité de la République d'Artsakh, des défis existants auxquels la République d'Artsakh est confrontée, ainsi que dans le but d'assurer la flexibilité du système d'administration de l'État en période de loi martiale ou d'état d'urgence et en cas d'urgence situations, il est proposé de transformer le système de gouvernement en passant à un système de gouvernement semi-présidentiel ».

Séance du Conseil de sécurité / Le 18 mai le Premier ministre de la RA Nikol Pachinian a présidé une séance du Conseil de sécurité.

Lettre de félicitations à la Premier ministre de la France/ Le Premier ministre Nikol Pachinian a envoyé une lettre de félicitations à la nouvelle Premier ministre française Elisabeth Borne.

Interview de l'Ambassadrice des Etats-Unis en Arménie/ Dans une interview avec l'agence de presse Armenpress l'Ambassadrice des Etats-Unis en Arménie Lynne Tracy a déclaré « La position américaine est que le statut du Haut-Karabakh reste à régler. Nous continuons de croire que les problèmes qui ont conduit aux combats en 2020 et qui sont à l'origine des tensions durables doivent être résolus par la négociation et par un règlement global, conformément aux principes internationalement reconnus, notamment l'intégrité territoriale, l'autodétermination des peuples, et le non-recours à la force. Nous encourageons la poursuite des négociations de paix et nous sommes prêts à nous engager bilatéralement et avec des partenaires partageant les mêmes idées, notamment dans le cadre de notre rôle de coprésident du Groupe de Minsk de l'OSCE ».

10.Nouvelles d'Arménie Magazine

24 mai 2022

Quand la Turquie défend Pachinian…

Le ministre turc de la défense Mevlut Cavusoglu est un loup pour les Arméniens de la diaspora… mais il sait aussi se présenter comme un agneau devant le gouvernement de Pachinian. On se rappelle qu'il avait repris le signe de

ralliement de l'organisation turque d'extrême droite des Loups gris il y a quelques semaines pour défier depuis sa voiture des militants arméniens de la diaspora qui manifestaient devant l'ambassade de Turquie à Washington contre les pressions exercées par Ankara sur l'Arménie. Jeudi 19 mai, le chef de la diplomatie turque plaidait la cause du premier ministre arménien Nikol Pachinian auprès des autorités américaines qu'il appelait à soutenir davantage le gouvernement arménien menacé par une opposition qu'il estime manipulée par une diaspora résolument antiturque. Revenu en grâce à Washington à la faveur de la guerre livrée en Ukraine par la Russie, la Turquie se permet ainsi de donner des conseils en matière de démocratie, dont le président Erdogan bafoue pourtant allègrement les principes en Turquie. "On peut voir que les autorités arméniennes sont sous pression de forces radicales sur le plan intérieur comme dans la diaspora [arménienne] à l'étranger", a indiqué Cavusoglu devant des journalistes azerbaïdjanais jeudi en ajoutant : "Nous avons dit au [Secrétaire d'Etat américain] Antony Blinken et à nos partenaires que l'Arménie devait être davantage aidée sur cette question". Blinken avait salué "le courage et la flexibilité" manifestée par Pachinian après les discussions avec le ministre arménien des affaires étrangères Ararat Mirzoyan à Washington le 2 mai. Les forces d'opposition arméniennes ont lancé un mouvement de protestation avec des manifestations quotidiennes à Erevan le 1er, accusant Pachinian de vouloir céder le Karabagh à l'Azerbaïdjan. Pachinian avait alimenté ces allégations après sa rencontre du 6 avril avec le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev à Bruxelles. S'exprimant devant le Parlement arménien le 13 avril, il avait invoqué des pressions trop fortes de la communauté internationale qui demander à l'Arménie de rabaisser la barre sur la question du statut du Karabagh et de signer un traité de paix en ce sens avec l'Azerbaïdjan. Cavusoglu a évoqué ce traité, en indiquant qu'Ankara suivait les négociations à ce sujet prévues par l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Il a aussi souligné que Bakou soutenait les pourparlers turco-arméniens sur une normalisation des relations bilatérales qui ont été lancés en janvier. Les leaders de l'opposition arménienne ont exprimé de vives préoccupations concernant cette normalisation aussi, en affirmant que Pachinian était prêt à accepter les préconditions turques relatives non seulement au conflit du Karabagh mais aussi au génocide des Arméniens de l'Empire ottoman en 1915, que la Turquie refuse toujours de reconnaître.

11.La Presse

18 mai 2022

Arménie | Des centaines d'interpellations lors de manifestations d'opposition | La Presse

Des centaines d'interpellations lors de manifestations d'opposition

(Erevan) Des centaines de manifestants de l'opposition qui ont tenté de bloquer des dizaines de rues dans la capitale Erevan ont été interpellés mercredi dans ce pays du Caucase du Sud, a constaté une journaliste de l'AFP.

Selon un communiqué de la police arménienne, vers 7 h GMT, les forces de l'ordre ont « brièvement interpellé 277 personnes » au total. La veille plusieurs centaines de personnes avaient déjà été interpellées, alors qu'au début du mouvement, en avril, ces interpellations se comptaient par dizaines.

Erevan est le théâtre de manifestations contre le premier ministre Nikol Pachinian depuis un mois, et les manifestants tentent souvent de bloquer des artères du centre-ville, entraînant l'intervention de la police.

Depuis mi-avril, des partis d'opposition appellent régulièrement à des rassemblements demandant la démission du chef de gouvernement, lui reprochant sa gestion du conflit avec l'Azerbaïdjan sur la région du Nagorny Karabakh.

L'Arménie et l'Azerbaïdjan se sont fait la guerre à deux reprises, dans les années 1990 puis en 2020, pour le contrôle du Nagorny Karabakh, territoire séparatiste en Azerbaïdjan mais peuplé d'Arméniens.

Six semaines de conflit à l'automne 2020 ont fait quelque 6500 morts et conduit à d'importantes pertes territoriales pour l'Arménie. Depuis, un cessez-le-feu négocié par la Russie a été instauré sous l'égide de soldats de la paix russes.

Pour l'opposition, la défaite militaire arménienne de 2020 est une humiliation nationale et elle tente depuis d'obtenir le départ de M. Pachinian. Mais celui-ci a remporté avec son parti des législatives anticipées l'année dernière, confortant son pouvoir.

Cette année, autorités arméniennes et azerbaïdjanaises ont multiplié les signaux en vue de l'ouverture formelle de négociations de paix, si bien que les opposants arméniens accusent le premier ministre de vouloir céder à des revendications de leur voisin et ennemi.

12.Ouest France

3 mai 2022

En Arménie, 200 personnes arrêtées lors des manifestations de l'opposition (ouest-france.fr)

En Arménie, 200 personnes arrêtées lors des manifestations de l'opposition

Plus de 200 personnes ont été arrêtées ce mardi 3 mai 2022 dans plusieurs villes d'Arménie lors de manifestations de l'opposition qui accuse le Premier ministre Nikol Pachinian de vouloir abandonner l'enclave séparatiste du Nagorny Karabakh à l'Azerbaïdjan.

Plus de 200 personnes ont été arrêtées ce mardi 3 mai 2022 dans plusieurs villes d'Arménie lors de manifestations de l'opposition qui accuse le Premier ministre Nikol Pachinian de vouloir abandonner l'enclave séparatiste du Nagorny Karabakh à l'Azerbaïdjan.
Plus de 200 personnes ont été arrêtées ce mardi 3 mai 2022 dans plusieurs villes d'Arménie lors de manifestations de l'opposition qui accuse le Premier ministre Nikol Pachinian de vouloir abandonner l'enclave séparatiste du Nagorny Karabakh à l'Azerbaïdjan.

Le ministère arménien de l'Intérieur a indiqué dans un communiqué que 206 manifestants avaient été arrêtés à Erevan et plusieurs villes de province où les

manifestants ont tenté de bloquer la circulation dans les rues, exigeant que Nikol Pachinian démissionne.

La démission du Premier ministre en ligne de mire

Des manifestations rassemblant des milliers de personnes à l'appel de l'opposition se poursuivent depuis dimanche 1er mai pour exiger la démission du Premier ministre. Il s'agit des manifestations anti-gouvernementales les plus importantes depuis les élections de septembre.

« Panichian est un traître et les manifestations de rue permanentes, en augmentation, vont l'obliger à démissionner », a déclaré le vice-président du Parlement et dirigeant d'opposition Ichkhan Sagatelian.

Ichkhan Sagatelian a annoncé une manifestation mardi soir, place de France, dans le centre d'Erevan où des milliers de personnes se sont déjà rassemblées dimanche et lundi pour dénoncer la politique complaisante, selon l'opposition, de Nikol Pachinian vis-à-vis de l'Azerbaïdjan concernant le Nagorny Karabakh.

« Nikol doit partir, il partira, car il est un symbole de la défaite et l'Arménie n'a pas d'avenir avec un tel dirigeant », s'exclame l'un des manifestants, Serguéï Hovhannissian, un forgeron de 57 ans. **« Il est prêt à abandonner le Karabakh pour lequel nous avons versé notre sang »,** s'indigne-t-il auprès de l'*AFP*.

Guerre de six semaines qui a fait plus de 6 500 morts

Le Nagorny Karabakh, que les deux pays se disputent depuis trente ans, a été l'enjeu en 2020 d'une guerre de six semaines qui a fait plus de 6 500 morts avant un cessez-le-feu négocié par la Russie

Dans le cadre de cet accord, l'Arménie a cédé des pans entiers de territoires qu'elle contrôlait depuis une première guerre victorieuse au début des années 1990 et une force de paix russe est déployée au Nagorny Karabakh.

En avril, le Premier ministre arménien a déclaré devant le parlement que **« la communauté internationale appelle l'Arménie à réduire ses exigences sur le Nagorny Karabakh »,** des propos que l'opposition a dénoncés comme révélateurs d'une volonté de céder la totalité de ce territoire à l'Azerbaïdjan.